



*Mairie*  
*Oye-Plage*  
*62215*

Oye-Plage, le 25 février 2016

Monsieur le Directeur Départemental des  
Territoires et de la Mer du Pas de Calais  
SER/PPR  
100, avenue Winston Churchill  
CS 10007  
62022 ARRAS Cédex

N/Réf. OM/TL

Objet : PPRL

Monsieur le Directeur Départemental,

Suite à la transmission des documents relatifs au Plan de Prévention des Risques Littoraux de Gravelines à Oye Plage et en complément du courrier référencé « DiDi/DFa/PPRL » en date du 25 février 2016 de la Communauté de Communes de la Région d'Audruicq, je vous prie de bien vouloir trouver ci-dessous, les remarques complémentaires de la Commune d'Oye-Plage.

**Pour faciliter la compréhension de chaque propriétaire** impacté par un aléa mais aussi sa prise de conscience des enjeux, je propose que chaque propriétaire de parcelle, d'habitation, de camping, d'exploitation, de parking... soit destinataire d'un courrier préfectoral personnalisé lui mentionnant précisément les risques auxquels il est confronté, ses obligations, contraintes de travaux et interdictions sur sa propriété tout comme les risques civils et pénaux auxquels il s'expose en cas de non-respect du règlement PPRL.

**Concernant les campings.**

Les mesures obligatoires édictées entraîneront des pertes économiques pour les propriétaires de camping. Il seront dans l'incapacité de déplacer les mobil-homes. Je propose la suppression de la fermeture périodique obligatoire et de l'obligation d'évacuation des installations telles que les habitations légères de loisirs et les installations fixes. A défaut je sollicite la prise en charge par l'Etat d'un fond de compensation annuel pour les pertes économiques induites tant pour les propriétaires des campings que pour la collectivité.

**Concernant les travaux obligatoires pour les propriétaires.**

Le financement est limité à 40% et l'obligation de travaux est limitée à 10% de la valeur vénale des biens exposés. L'ensemble des travaux nécessaires pour sécuriser les habitants et pour permettre de réduire significativement la vulnérabilité ne seront donc pas faits. Il y a pour moi une contradiction à imposer un ensemble de mesures de protection tout en ne les imposant pas totalement sur la base de la limite d'un coup : il y a un risque ou il n'y en a pas.

Par ailleurs j'alerte que certains propriétaires seront dans l'incapacité financière de réaliser les travaux (60% restant à leur charge) et que des personnes âgées ou à mobilité réduite ne pourrons pas accéder à une sortie située en hauteur.

Comment seront pris en compte et quelles seront les mesures exceptionnelles pour ces situations particulières ?

De même les collectivités seront-elles être accompagnées financièrement dans la réalisation de leurs obligations et ce, dans un contexte budgétaire de baisse des dotations nationales ?

**Concernant la Maison dans la dune – Platier d'Oye.**

Au sein de la zone à risque à Oye-Plage existe la Maison dans la dune. Ce bâtiment public est une clé d'entrée pour l'accueil de groupe dans le cadre des visites du Platier d'Oye. Il nécessite de nombreux travaux de rénovation et d'adaptation à sa mission de service public. Je souhaite savoir précisément le devenir possible de cet équipement qui ne peut rester en l'état.

**Concernant le secteur le plus vulnérable que sont les Ecardines.**

Les études officielles démontrent une hauteur d'eau de 1 mètre dans le quartier et l'envahissement de la seule voie d'accès en une quinzaine de minutes.

Les vigilances « orange » avec risque de vagues submersions sont de plus en plus fréquentes et malgré les travaux expérimentaux du confortement du cordon dunaire, celui-ci est attaqué et recule lors des fortes marées.

J'exprime ma vive préoccupation pour la sécurité des habitants du lotissement.

**Concernant le diagnostic de vulnérabilité qui doit être opéré à l'échelle de la commune.**

A qui appartient-il de l'initier, de le piloter, de le financer et de le remettre ? A mon sens, nous sommes dans le cadre des prérogatives de l'Etat.

**Concernant l'application des prescriptions.**

Quelle autorité assurera le contrôle de la réalisation des travaux obligatoires et exercera le pouvoir de police en cas de non réalisation des mesures obligatoires indiquées au chapitre IV-2-2. A mon sens, nous sommes dans le cadre des prérogatives de l'Etat.

**Concernant le porter à connaissance.**

S'il est du devoir du Maire de porter l'information, je souhaite que la présentation du PPRL soit assurée par les services de l'Etat et les représentants des préfectures.

Vous remerciant des réponses que vous vous voudrez bien m'apporter, je vous prie de croire, Monsieur le Directeur Départemental, en l'assurance de mes respectueuses salutations.

Olivier MAJEWICZ



Maire d'Oye-Plage.